Trente-deuxième Année. — N° 331 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES. DIMANCHE 27 NOVEMBRE 1887

# JOURNAL DE ROUBAIX

PRIX DE L'ABONNEMENT : Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an, 50 francs. — Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 francs. — La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
*Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.*

BUREAUX : A ROUBAIX, RUE NEUVE, 17 | A TOURCOING, RUE DES POUTRAINS, 42
*Directeur : ALFRED REBOUX*
AGENCE SPÉCIALE A PARIS : Rue Notre-Dame-des-Victoires, 28

ABONNEMENTS ET ANNONCES : Rue Neuve, 17, à Roubaix. — A Lille, rue du Curé-Saint-Etienne 9 bis. — A Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34, à Bruxelles, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

## ÉLECTION LÉGISLATIVE

**du 27 Novembre 1887**

**M. Alfred DELESALLE**

MEMBRE
DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LILLE

**M. Célestin FAUVILLE**

CULTIVATEUR
MAIRE DE NEUVILLE-SUR-L'ESCAUT
Conseiller d'Arrondissement

ROUBAIX, LE 26 NOVEMBRE 1887

## L'AUBE DE LA VICTOIRE

Nos adversaires n'ont pu entamer nos candidats.

Ils raillent le nez de celui-ci et les cheveux de celui-là.

Quand on en est réduit à ridiculiser le visage de ses concurrents, c'est que ceux-ci sont inattaquables.

Si le *Progrès*, notamment, s'imagine faire du tort à M. Fauville, en prétendant que l'honorable candidat « n'a pas de mouchoir », il se trompe lourdement.

Les électeurs ont actuellement bien autre chose à penser. Le grief, à supposer qu'il fut exact, les laisserait d'une indifférence absolue.

Il s'agit aujourd'hui de nommer :

Ou des complaisants de la bande de l'Elysée, ou des citoyens indépendants qui chasseront les voleurs du pouvoir, allègeront nos impôts et nous donneront une administration probe et sincèrement libérale.

Il faut des syndics désintéressés pour liquider la faillite opportuniste, au mieux de nos intérêts. Et nous voterions pour les amis et les partisans de ces faillis, de ces banqueroutiers à qui nous avions confié notre avoir et nos biens et qui ont dilapidé le tout?

En vérité, si nos adversaires étaient élus, ce serait à désespérer de ce pays; c'est qu'il ne serait pas encore assez mûr, assez expérimenté pour pratiquer intelligemment le suffrage universel.

Et pourtant, les avertissements, les avis, les conseils ne lui ont pas manqué, mais radicaux et opportunistes avaient travesti la vérité, avec une habileté si perfide qu'ils réussissaient à s'imposer. Toutefois, pensions-nous, si ce grand peuple, resté chevaleresque après tout, et généreux et brave, si ce peuple reconnaît un jour qu'il a été effrontément dupé, détroussé et pressuré, il se montrera implacable et se vengera cruellement de ses prétendus amis.

Ce jour est arrivé.

Puisque nous parlons de représailles, une simple observation au *Progrès du Nord* : Ce journal croit embarrasser beaucoup les conservateurs, en leur parlant de la *Terreur Blanche*, Parlons-en donc, nous ne demandons pas mieux.

Oui, sans doute, la *Terreur blanche* a existé en 1814 et 1815.

Oui, elle a commis les plus condamnables excès; mais *qui* les a commis? qui a massacré le malheureux Brune?

Le peuple.

Le peuple qui voulait se venger de la *Terreur rouge*.

Et il en sera toujours ainsi. Les abus et les crimes accomplis par un parti sont châtiés tôt ou tard ; et, dans ce cas, la réaction va toujours trop loin, mais le moyen de remonter de tels courants ?

En ce moment même le mouvement de l'opinion est irrésistible.

Ce vieux chef d'Etat, que radicaux et opportunistes traitaient hier encore avec un feint respect, ils l'abandonnent aujourd'hui à la risée, au mépris public.

Ces magistrats des nouvelles couches,
Ces généraux politiciens,
Ces filles qui rôdaient sur les trottoirs de l'Elysée,
Ces fonctionnaires prévaricateurs,

Tout cela est débarrassé, qui de son fard, qui de ses broderies, et livré aux huées du peuple.

Tout cela est emporté par un immense courant.

On veut d'autres hommes.

De tous côtés, les meilleures nouvelles nous parviennent.

Nos amis seront nommés! et cette protestation des honnêtes gens du Nord retentira dans la France entière. G. D.

## LES CANDIDATS

### du journal de M. Wilson

Le journal dont M. Wilson est le directeur, la *Petite France*, se montre très sympathique aux candidatures Pierre Legrand et Lecomte. Il s'associe de cœur à la campagne du *Progrès du Nord* et du *Petit Nord*.

Naturellement !

### MM. Pierre Legrand, Maxime Lecomte

ET LES TRIPOTAGES DE L'ÉLYSÉE

La presse de gauche reconnaît ce fait *incontesté et incontestable*, c'est qu'il y a fort longtemps que M. Wilson est connu, partout et surtout à la Chambre, comme un tripoteur d'affaires véreuses. « Interrogez le premier venu des députés, dit aujourd'hui même M. Francisque Sarcey, il vous dira, pour peu qu'il soit de bonne foi, qu'il pensait de M. Wilson en 1882 ce qu'il pense en 1887. »

M. Pierre Legrand, ancien ministre de M. Grévy, savait tout cela, lui aussi, comme tous les autres membres de la majorité.

Il savait quels épouvantables tripotages cachaient les affaires que nous avons mentionnées ces jours-ci.

Pourquoi donc, non content de garder le silence, a-t-il voté contre toutes les demandes d'enquête qui ont été présentées de 1882 à 1885?

Pourquoi M. Maxime Lecomte s'est-il, lui aussi, de 1884 à 1885, refusé à laisser faire la lumière?

Electeurs du Nord, ce sera notre dernier mot :

Quelles que soient vos sympathies politiques, avez-vous le droit, à l'heure présente, de nommer des complaisants de MM. Grévy et Wilson ?

## LA MAIN DANS LE SAC

Le *Progrès du Nord* annonçait dernièrement que le maire conservateur de la commune de Roncq s'était rendu coupable de détournements au préjudice de la caisse communale.

Il y a bien eu détournements à Roncq; mais le coupable n'est pas le maire conservateur, mais un fonctionnaire... nommé par le préfet.

M. Charles Decottignies a été nommé, il y a environ trois ans, receveur de l'octroi à Roncq, contrairement à l'avis du maire, à qui il n'inspirait guère confiance.

Il est de notoriété publique que ses seuls titres à faire valoir pour obtenir cette place étaient ses opinions opportunistes. On dit que M. Scrépel, ancien député de Roubaix, le patronna en cette occasion.

Tout récemment le maire de Roncq constata dans la caisse de l'octroi un *déficit assez considérable* et il en informa aussitôt le préfet, qui suspendit de ses fonctions le dit receveur *sans le révoquer*.

Ajoutons que les parents de Decottignies ont comblé le déficit.

Voilà à quoi se résume le scandale de Roncq. Le *Progrès du Nord* s'est trompé d'adresse en jetant du blâme sur le digne et excellent maire de cette commune. Son seul tort est d'avoir surpris un ami du *Progrès* la main dans la caisse. Décidément les scandales financiers de l'Elysée ont leur contrecoup dans nos modestes villages.

## LE WILSONISME

VII

Comme nous l'avons dit, dès que la bande qui avait entraîné le général Caffarel fut sous les verroux, elle accusa M. Wilson d'être le grand machiniste de toutes ses malpropres intrigues.

Un certain baron de Kreinmayer, sujet prussien, affirma dans une lettre rendue publique, qu'il avait vu, entre les mains de Mme Limouzin, une lettre de M. Wilson disant qu' « il ne traiterait plus avec elle d'affaires de décoration, parce qu'elle ne demandait pas assez. »

Confrontés avec le gendre de M. J. Grévy, ses accusateurs ne maintinrent pas leurs dires.

Que s'était-il donc passé ?

Qu'avait-on promis, qu'avait-on donné à tous ces gens-là pour qu'ils modifiassent ainsi soudainement leurs allégations ?

La manière dont les lettres compromettantes de M. Wilson furent soustraites et remplacées par d'autres, permet de supposer qu'une pression avait été exercée sur la Limouzin et ses associés, entre le moment de leur arrestation et celui de leur confrontation.

Toutefois, vaincu par l'évidence, M. Wilson ne pouvait nier toute relation avec la Limouzin. Il reconnaissait qu'il avait reçu d'elle plusieurs missives, entre autres celle-ci : « Je vous prierai de vouloir bien me faire une visite, ce soir à neuf heures ; mon mari et moi serons *absolument seuls* et je serai très heureuse DE VOUS ÊTRE AGRÉABLE. »

Or, le ton et l'allure de cette missive mystérieuse sont suffisamment caractéristiques.

Mais, dira-t-on, la Limouzin est une intrigante qui essayait de compromettre M. Wilson. Les termes de ses lettres étaient faits à dessein.

Fort bien! mais que dira-t-on des lettres écrites par M. Wilson lui-même ? car si nous ne les possédons pas toutes, celles que nous avons sous les yeux suffisent, pour donner la mesure de Monsieur Gendre ; il en est une où M. Wilson écrit à Mme Limouzin que : « *le président de la République a fait bon accueil à la candidature du général Thibaudin à un commandement de corps d'armée.* » Et le substitut a eu la naïveté de qualifier cette lettre de banale! Comment le gendre du chef de l'Etat informe cette traînée, des chances que peut avoir un général à l'obtention d'un commandement de corps d'armée, et le ministère public trouve que ce n'est rien ! Mais de quelle puissance disposait donc cette vieille catin dans les antichambres de l'Elysée ?

Il en est une autre où M. Wilson informe Mme Limouzin que « bonne note est prise de sa recommandation pour la décoration d'un médecin, M. Delhil » le docteur ordinaire de Mme Limouzin.

Aussi bien, voici le *texte* de ces lettres :

**Wilson à Mme Limouzin**

« Madame,

» M. le président de la République et moi, avons très à cœur la nomination du général Thibaudin à un commandement de corps d'armée.

» Jusqu'ici nos efforts sont restés infructueux, mais j'espère que nous serons plus heureux dans quelque temps.

» Recevez, madame, etc. » WILSON. »

En voici une autre maintenant :

« Madame,

» En réponse à votre lettre, je vous informe que je recommanderai, avec plaisir, M. le docteur Delhil et, à ce propos, je vous prie de me dire s'il n'a pas été l'objet d'une proposition pour la croix.

» Agréez, madame, etc. » WILSON. »

On conçoit quelle émotion causa la lecture de ces deux lettres accablantes. D'ailleurs, elles ne sont pas isolées. Il y en a quantité d'autres.

En voici quelques-unes :

« Madame,

» M. Wilson me prie de vous informer qu'il ne pourra vous recevoir que demain à l'Elysée.

. . . . . .

» M. Wilson me charge de vous informer qu'il a reçu votre votre lettre. Il vous prie d'envoyer votre demande, sur papier libre au Crédit foncier.

. . . . . .

« Madame,

» Je vous retourne la lettre ci-jointe, en vous faisant savoir que je n'ai pas reçu la réponse de l'Est-Algérien.

» Inutile de vous dire que je vous transmettrai cette réponse, aussitôt que je l'aurai en ma possession. » WILSON. »

## UN RAPPROCHEMENT

Quand nous avions le regret, autrefois, d'attaquer en M. le général Boulanger le politicien qui, chez lui, absorbait trop le soldat, la *Lanterne* et l'*Intransigeant* nous accablaient de leur indignation et nous dénonçaient au mépris public comme des journaux « vendus à la Prusse » ou tout au moins à M. Ferry. Je me rappelle encore une très belle apostrophe de la *Lanterne* : « Que va dire l'Europe? » s'écria-t-elle... Et, dame! nous ne savions pas trop ce qu'allait dire l'Europe. On ne sait jamais ce que va dire l'Europe : on ne sait même pas toujours ce qui se dit chez nous!

Il y a deux jours, quelques journaux ont lancé, très à la légère, la candidature de M. le général Saussier à la présidence de la République. M. le général Saussier, personne ne l'ignore, sera, en temps de guerre, le généralissime des armées de la République. La *Lanterne* et l'*Intransigeant* doivent le savoir comme nous ; sûrement, M. le général Boulanger le leur a dit. Or, voici ce que la *Lanterne* écrivait, hier matin, sur M. le général Saussier.

« Un ambitieux sans moralité politique, bonapartiste sous l'Empire, flatteur de M. Thiers, aujourd'hui complaisant de M. Ferry, demain peut-être artisan d'un coup d'Etat ou d'une restauration royaliste ». Et l'*Intransigeant* de ce matin : « Pour qu'ils mettent ainsi en avant la candidature Saussier, il faut que celui-ci leur ait bien formellement promis de nous mener à la défaite ».

Nous le répétons, M. le général Saussier est le généralissime des armées françaises. Voilà comment, sans qu'il ait rien fait, sans qu'il ait rien dit, il est traité par des journaux français. A notre tour, nous demandons à la *Lanterne*, nous demandons à l'*Intransigeant* : « Que va dire l'Europe ? » Quand à la France, dans le cas présent, nous nous doutons de son avis

(*République Française*). EMMANUEL ARÈNE.

## LE GUANO DE L'ELYSÉE

### M. GRÉVY ET M. DREYFUS

Le plus intime ami de l'Elysée. — Le Trésor frustré. — « Un solliciteur hors pair ». — Le cynisme de M. Dreyfus. — Le « conseil apparent » et le « conseil véritable ».

Le *XIXe Siecle* publie cet article :

**Les plateaux de la justice**

A propos des scandales de l'Elysée, on a beaucoup parlé, depuis quelque temps, de l'affaire des guanos et de M. Auguste Dreyfus, l'ancien client de M. Jules Grévy, quand ce dernier était encore avocat, et le plus intime ami de l'Elysée.

On a dit que le gendre du président de la République, étant sous-secrétaire d'Etat, avait *frustré le* Trésor de sommes importantes, au profit de M. Dreyfus.

On a dit que lors des nombreux et énormes procès soutenus par MM. Dreyfus contre ceux qui se disaient lésés par eux, l'ancien avocat de M. Dreyfus, M. Jules Grévy, avait plus d'une *fois* jeté dans la balance de la justice, en faveur de son richissime client, le poids énorme de son influence de chef de l'Etat.

On a dit que certains magistrats, qui devaient leur avancement aux recommandations du « solliciteur hors pair » dont parlait naguère M. Rouvier à la tribune, allaient ostensiblement prendre le mot d'ordre à l'Elysée, avant de rendre des arrêts que beaucoup *considéraient comme des services*.

**Ce qu'on n'a pas dit**

Mais ce qu'on n'a pas dit, c'est le cynisme avec lequel M. Dreyfus se vantait auprès des juges de la protection que lui continuait son ancien conseil, devenu le chef de l'Etat.

Pour en donner une idée, nous donnons ci-dessous une lettre qui a été lue à diverses reprises, en plein prétoire, notamment en 1885, et qui était adressée par M. Dreyfus à son solicitor de Londres.

Nous respectons, jusque dans son style et dans son orthographe exotiques, le texte authentique de ce document, qui n'a jamais soulevé de la part du président de la République aucune protestation :

**Lettre de M. Dreyfus**

*Private.*

— Paris, le 6 octobre 1887.

« Mon cher monsieur Clément,

» Par votre prompte réponse d'hier à ma précédente d'avant-hier, je vous vois avec plaisir de retour à Londres et bien portant, malgré le peu de vacances qu'il vous a été possible de prendre.

» L'ensemble de son contenu sur la folle tentative » possible de messieurs les *honnêtes Péruviens* (*sic*) » d'un ambargo à Londres sur notre guano me tran- » quillise complètement. Je ne le vois plus, avec vous, » possible à Londres, et même d'annulation immédiate » dans un cas de surprise éventuelle.

» *Monsieur Grévy, que j'ai consulté sur le cas*, m'a » immédiatement affirmé, d'une manière absolue, » qu'en France, il était tout à fait impossible qu'un » juge puisse ordonner un pareil embargo sur une » propriété en possession ; que, pour cela, il faudrait » lui présenter un titre de créance parfaitement en » règle.

» Et des titres de créance, j'en ai malheureusement » *contre le gouvernement, qui me doit, mais il n'en* » a aucun *contre moi*.

» Conséquemment, *nous sommes à l'abri des assauts* » de ces *braves gens* (*sic*) s'ils le tentaient, tant en » Angleterre qu'en *France*, mais, comme j'ai dit » dans ma précédente, je crois qu'ils ne le tenteront » pas et que cette intimidat'on verbale n'a eu d'autre » but qu'un nouveau chantage.

» Quoi qu'il en soit, je vous enverrai donc par de » Tours les documents se relationnant avec cette af- » faire, ainsi que notre mémorandum d'exposé.

» *Je n'ai pas encore causé avec M. Grévy de l'éven-* » *tualité d'un avocat le remplaçant*. Sans conseils *et* » *toute sa* coopération *continuent, en attendant*, » à m'être acquis, MALGRÉ SA SITUATION, et LUI-MÊME, » le moment venu, me donnera un avocat *de son choix* » comme « CONSEIL APPARENT » restant plus ou moins, » selon comme il pourra, mon guide véritable.

» Veuillez agréer, mon cher monsieur Clément, mes » amitiés bien dévouées.

« (Signé) « AUGUSTE DREYFUS. »

**Le choix de M. Grévy**

« *L'avocat de son choix* que le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE donna à son ami Dreyfus, comme *conseil apparent* tout en restant le *conseil véritable*, est M. Waldeck-Rousseau.

» Nous voulons bien ne pas douter du bon droit du plus intime ami de l'Elysée, nous nous bornerons à constater que, depuis l'avènement à la présidence de la République de M. Grévy, son conseil véritable, M. Dreyfus a gagné tous ses procès.

## LA RUSSIE & LA CRISE

Chaque fois qu'une crise intérieure se déclare chez nous, les Allemands cherchent à en jouer au profit de leur politique extérieure. C'est un jeu simple : il consiste à décourager habilement les peuples que leurs tendances et leurs intérêts rapprochent de nous. *Je n'ai pas* besoin de vous dire que c'est surtout à la Russie que s'adressent les efforts de nos voisins de l'Est.

A chaque changement de ministère, à chaque difficulté intestine, qu'elle soit grave ou légère, vous pouvez lire les journaux allemands : les paroles changent, l'air est le même. « Les Français sont un peuple inconstant; ils ne savent pas ce qu'ils veulent. Il est materiellement impossible de conclure une alliance sérieuse avec ces gens-là. »

L'affaire des décorations, les incidents Wilson, et la crise présidentielle ont rempli les Allemands d'une joie exubérante : ils laissent entendre que le voyage du czar à Berlin en aurait été la conséquence et avait amené une détente véritable dans les rapports de la Russie et de l'Allemagne.

Le prince de Bismarck, dans son entrevue avec Alexandre III, aurait beaucoup frappé son auguste interlocuteur en lui montrant l'état désespéré où se trouve notre pays.

Il nous aurait représentés, non plus seulement comme une nation inconstante et futile, mais encore comme une horde de gens tarés, de tripoteurs publics, comme un peuple qui, après avoir perdu le bon sens, venait de perdre aussi l'honneur.

* * *

Est-il besoin de faire remarquer, combien ces raisonnements sont faux et combien faible est leur portée.

Si nous étions tombés aussi bas, est-ce qu'il y aurait eu, à la découverte de ces scandales, une telle clameur d'indignation? Est-ce qu'en demandant depuis un mois bientôt, le nettoyage de l'Elysée et en comprenant le Président de la République dans ce coup de balai vengeur, les Français n'ont pas surabondamment prouvé leur amour de ce qui est propre ?

Au point de vue de l'habileté vis-à-vis des nations étrangères, on peut soutenir l'argument « du linge sale en famille. » Mais, au point de vue de la moralité nationale, rien n'est d'un meilleur augure que cet entêtement de tout un peuple à vouloir publier le crime pour mieux en punir les auteurs.

Si M. de Bismarck a réellement tenu au Czar le langage qu'on lui prête, Alexandre III aurait pu lui répondre avec raison :

« On a découvert, en effet, sous le toit du chef de l'Etat français un brasseur d'affaires douteuses, et la bonne renommée du Président de la République s'en est trouvée atteinte. Si la France avait accueilli ces turpitudes sans murmure et d'un cœur léger, si elle avait laissé à la tête de son gouvernement un homme compromis, je la mépriserais sans nul doute, et, malgré la communauté d'intérêts qui existe entre mon peuple et elle, je ne lui tendrais plus la main.

» Mais après la campagne d'écœurement que vient de mener la presse française tout entière, sans distinction de parti, j'ai la certitude absolue d'avoir affaire à une nation honnête et loyale. »

* * *

Et puis, il faut bien le dire, une alliance, pour être féconde, ne doit pas être seulement l'union de deux gouvernements.

Il est certain que l'Empereur de Russie, souverain autocratique, pourrait désirer, à bon droit, chez des alliés une forme de gouvernement moins différente de la sienne, et qu'il traiterait plus volontiers avec un souverain, même constitutionnel, qu'avec le président d'une république démocratique.

Mais, dans une alliance, il doit y avoir quelque chose de plus que la conformité de deux régimes : c'est la fraternité de deux nations. Deux souverains auront beau signer sur des parchemins solennels l'association de leurs deux pays, si les peuples ne vivent pas en communion d'intérêts et d'idées, si on ne trouve pas chaque jour, dans leurs faits et gestes, la preuve d'une amitié inébranlable, il n'y aura là qu'une union sur le papier, et le jour, où des paroles il faudra passer aux actes, l'accord ne pourra se faire, ou bien alors il se fera lentement, mollement, incapable d'amener de grands résultats.

C'est ce dernier genre d'alliance qui aujourd'hui serait seul possible entre l'Allemagne et la Russie. Assurément, au point de vue absolu, un pacte pourrait être signé leurs souverains, car il n'y a pas incompatibilité d'humeur entre leurs régimes politiques. Sa majesté Guillaume et Sa Majesté Alexandre, cela va bien ensemble et s'accorde bien à l'oreille. Mais si jamais pareille association se produisait, à l'instant décisif, Alexandre et Guillaume resteraient au premier plan, la main dans la main... et leurs peuples ne les suivraient qu'avec répugnance. En d'autres temps, ils ont pu se trouver unis devant un danger commun. Mais, ces temps ne sont plus.

* * *

L'alliance franco-russe, au contraire, peut étonner tout d'abord, si l'on se place au point de vue étroit des convenances du gouvernement. Il est certain qu'entre Alexandre III et Jules Grévy (on peut encore dire : Jules Grévy ; c'est une politesse *in extremis*), que j'appellerai « la proportion personnelle » n'existe pas. Mais enfin, si les nations s'aiment et se désirent ? Russes et Français, le fait est certain, saisissent et au besoin font naître toutes les occasions de se prouver leur affection réciproque, et cela avec une délicatesse et une prévenance qui ne sont pas près de se démentir.

Il y a deux mois, c'était un grand-duc qui sur un navire français, déclarait son amitié pour nous, avec une ardeur si généreuse qu'il a fallu atténuer diplomatiquement ses paroles. Il y a quinze jours, c'était un festival de musique russe au Palais de l'Industrie, où se pressaient les Parisiens et où éclataient des ovations enthousiastes qui n'étaient pas seulement musicales, je vous le jure!

Du reste, la cause est entendue.

Si le Czar allait du côté de l'Allemagne, il serait forcé de traîner à coups de verge son peuple récalcitrant ; s'il va du côté de la France, tous ses sujets emboîteront le pas, avec des cris joyeux.

Entre la Russie et nous, tant que nous vivrons sous le régime républicain, il n'y aura jamais de pactes écrits. Mais nous sommes trop bons patriotes pour ne pas souhaiter que sous la République la France soit assez prudemment gouvernée pour qu'il y ait à l'heure critique, l'alliance vraie, la seule qui compte, je veux dire celle qui naît des idées, des sympathies et des aspirations communes.

## LA COMMISSION D'ENQUÊTE

(*D'un correspondant particulier*)

**Audition du général Ferron**

Paris, 25 novembre.

LE GÉNÉRAL FERRON. — Je n'ai rien à cacher. A mon avis, les affaires Caffarel et Anbanel ont une connexité. Je n'ai rien de certain, mais je n'ai rien qui l'eut infirmé.

Le 25, j'ai donné des ordres pour la mobilisation, et le 26 au matin le *Figaro* publiait une analyse des mouvements, travail fait, pendant mon absence, à 153 exemplaires pour les officiers. Mais c'était des instructions et non pas des données de mobilisation. En fait, cela ne signifiait rien, mais

## BOURSE DE PARIS

**du samedi 26 novembre**

(*par voie télégraphique et par FIL SPÉCIAL*)

| Cours précéd. | VALEURS | Cours d'ouv. | Cours de 2 h. | Cours de clôt. |
|---|---|---|---|---|
| | **Fonds d'Etat** | | | |
| 81 70 | 3 0/0 | 81 75 | 81 72 | |
| 84 75 | 3 0/0 amortissable | | | |
| 107 30 | 4 1/2 1883 | 107 35 | 107 32 | |
| 57 3/8 | 3 0/0 Portugais | 57 3/8 | | |
| 97 70 | Italien 5 0/0 | 97 50 | 97 55 | |
| 67 1/16 | Extérieure 4 0/0 | 67 3/8 | | |
| 81 3/8 | Hongrois 4 0/0 | 81 3/8 | | |
| 373 75 | Egypte 6 0/0 | 373 75 | 373 40 | |
| 14 22 | Turc 4 0/0 | 14 15 | 14 15 | |
| | Obligations du Trésor. | | | |
| | Russe 1870 5 0/0 | | | |
| | Bons de liquidation 5 0/0 | | | |
| | **Sociétés de Crédit** | | | |
| 4275 | Banque de France | | 4275 | |
| 458 75 | Banque d'Escompte | 458 75 | 465 | |
| 762 | B. Paris et d. Pays-Bas | 758 25 | | |
| | Banque Parisienne | | | |
| 1399 | Crédit Foncier | 1387 50 | 1387 | |
| | Crédit Mobilier | | | |
| 592 50 | Crédit Lyonnais | 561 25 | | |
| | Société générale | | | |
| | Banq. J. R. F. Pays-Aut. | | | |
| 508 75 | Banque Ottomane | 508 50 | | |
| | Créd. Mobilier Espagn. | | | |
| | **Chem. de f. Franc.** | | | |
| 1537 50 | Nord act. | | 1538 | |
| 1237 50 | Paris-Lyon-Médit. » | | 1240 | |
| | Est » | | | |
| | Ouest » | | | |
| | Orléans » | | | |
| | Midi » | | | |
| | **Chem. de f. Etrang.** | | | |
| 465 | Autrichiens | 465 | 465 | |
| 181 25 | Lombards | 181 25 | | |
| 275 | Saragosse | | | |
| | **Sociétés diverses** | | | |
| 2010 | Suez | 2013 75 | 2015 | |
| 1317 50 | Gaz Parisien | 1317 50 | 1307 | |
| | Voitures | | | |
| | Omnibus | | | |
| 326 25 | Rio-Tinto | 333 75 | | |
| 262 50 | Panama | 263 75 | | |
| | **Obligat. Foncières** | | | |
| | Foncières 500 4 0/0 | | | |
| | » 1024 1003 | | | |
| | » 500 1. 3 0/0 | | | |
| | » 4 0/0 1885 | | | |
| | » communes. 3 0/0 | | | |
| | » 1877 3 0/0 | | | |
| | » com. 1879 3 0/0 | | | |
| | » 1879 3 0/0 | | | |
| | **Obl. de Ch. de f. Fr.** | | | |
| | Nord | | | |
| | Paris-Lyon-Médit. 3 0/0 | | | |
| | Est 3 0/0 | | | |
| | Ouest 3 0/0 | | | |
| | Orléans | | | |
| | Midi 3 0/0 | | | |
| | Nord-Est | | | |
| | Béne-Guelma | | | |

| | Obligat. des Villes | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Paris 1855-1860 | | | |
| | — 1865 | | | |
| | — 1869 | | | |
| | — 1871 | | | |
| | — 1875 | | | |
| | — 1876 | | | |
| | Marseille | | | |
| | Bordeaux | | | |
| | Lyon | | | |
| | Lille | | | |
| | Roubaix-Tourcoing | | | |
| | **Obligations div.** | | | |
| | Départem. de la Seine. | | | |
| | Gaz de Paris | | | |
| | Suez | | | |
| | Ob. fonc. Russie (4, 5) | | | |

(*Au moment de mettre sous presse, la clôture de la Bourse ne nous est pas encore parvenue.*)

## BOURSE DE LILLE

**du samedi 26 novembre**

(par fil téléphonique spécial)

| VALEURS | Compt. | Cours précéd. |
|---|---|---|
| Lille 1860, remboursable à 100 fr | | 10, 75 |
| Lille 1863, remboursable à 100 fr | | 109 |
| Lille 1868, remboursable à 500 fr | | 512 50 |
| Lille 1877, remboursable à 500 fr | | 510 |
| Lille 1884, obligations de 400 fr., 200 payés | | 407 50 |
| Armentières | | 478 50 |
| Armentières 1879 | | 1012 |
| Roubaix-Tourc., remb. à 50 fr. en 55 ans | | 46 50 |
| Tourcoing 1878 | | 492 50 |
| Amiens, remboursable à 100 fr | | 105 |
| Département du Nord | | 104 50 |
| Caisse de Lille (Verley, Decroix et Cie | | 626 25 |
| » » act. nouv.) | | 515 |
| C. de Roub. (Decroix, Vernier, Verley Cie) | 498 75 | 490 |
| Caisse d'Esc. E. Thomassin et Cie, act. anc. | | 150 |
| — — (act. n.), 250 fr. p. | | 262 50 |
| Caisse Platel et Cie | | 350 |
| Cie des industries textiles (L. Allart et Cie) | | 550 |
| Crédit du Nord, act. 500 fr., 125 fr. payés | | 425 |
| Compt. comm. Devilder et Cie, act. 1,000 fr. | | 1000 |
| Gaz Wazemmes, ex-c. n° 37, act. 500 fr. p. | | 511 |
| Le Nord, assur., act. de 1,000 fr., 250 fr. p | | 1,85 |
| Un. Gén. du Nord, act. de 500 fr., 125 fr. p. | | 425 |
| Union Lin. du Nord, act. de 500 fr., tout p. | | 320 |
| Banque rég. du Nord, à Roub., act. 500 fr. | | 500 |
| Deberripon et Cie, à Tourc., act. 500 fr., t. p. | | 500 |
| Compt. d'Esc. du Nord, à Roub., 250 fr., p. | | 540 |
| Soc. St-Sauv.-Arras (a. us. Grassin), 500, t. p. | 155 | 155 |
| Tramways du Départ. du Nord (ex-c., 7.) | | 35 |
| Caisse comm. de Béthune A. Turbiez et Cie | | 500 |
| Jardin Zoolog. de Lille, act. 500 fr., 250 f. p. | | 420 |
| Soc. an. Lille et Bonnières, act. 1,000 fr., t. p. | | 2065 |
| Soc. des Journ. réunis, act. 500 fr., tout p. | | 500 |
| Blanche-Saint-Vaast | | 3125 |
| Denain et Anzin | | 360 |
| Obligations Nord | | 400 |
| Fives-Lille, remboursables à 450 fr | | 467 |
| Union Linière du Nord (oblig. hypot. 500) | | 252 50 |
| Gaz Wazemmes (1 à 5,000), remb. à 500 fr. | | 435 |

**CHARBONNAGES**

| ACTIONS | Cours | Cours complets |
|---|---|---|
| Anzin (Nord) le 12e | | 3750 |
| Anzin 100e de denier | | 2275 |
| Blanzy (Saône-et-L.), p. (30.000 act.) | | 1320 |
| Bruay (Pas-de-Calais) | 9450 | 9130 |
| Bully-Grenay le 6e | | 1203 |
| Carvin | | 1215 |
| Courcelles-lez-Lens | | 150 |
| Courrières | | 26470 |
| Campagnac | | 650 |
| Douchy | | 1895 |
| Douaisienne (act. libérée 500 fr.) | | 65 |
| Dourges | | 6350 |
| Escarpelle (Nord) | | 3687 50 |
| Epinac | | 795 |
| Fertay (Société anonyme) | | 760 |
| Lens | | 20025 |
| Lieres (actions 500 fr. libérées) | | 47 75 |
| Liévin | | 3380 |
| Lys supérieure | | |
| Meurchin | | 3400 |
| Marles 30 0/0 part d'ingénieur | | 16600 |
| Réty, Ferques, Hardinghem | | 100 |
| Sincey-le-Rouvray | | 5 |
| Thivencelles, Fresnes-Midi | | 62 50 |
| Vicoigne et Nœux | | 16290 |
| OBLIGATIONS | | |
| Mines de Blanzy (1868, remb. à 500 fr.) t. p. | | 1305 |
| — Béthune 1881, remb. à 500 fr., t. p. | | 521 |
| — Béthune 1877, remb. à 500 fr., t. p | | 385 25 |
| — Courcelles-Lens, 1877, remb. à 450 | | 500 |
| — Réty 1876, remb à 500, tout payé | | 100 |

## COURS DE CLOTURE AU COMPTANT

*du 26 Novembre 1887*

| Cours précédent | VALEURS | Cours du jour |
|---|---|---|
| 81 75 .[. | 3 0/0 nouveau | 81 85 .[. |
| 81 10 .[. | 3 0/0 ancien | 81 25 .[. |
| 84 80 .[. | 3 0/0 amortissable | 85 .. .[. |
| 107 30 .[. | 4 1/2 0/0 1883 | 107 40 .[. |

## DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

(*De nos correspondants particuliers et par FIL SPECIAL*)

**Scrutin secret pour l'élection du Président de la République**

La *Justice* prête à M. Delattre et à un certain nombre de ses collègues, l'intention de déposer à l'Assemblée Nationale une motion, tendant à remplacer le scrutin secret à la tribune par un scrutin public pour l'élection du Président de la République.

**Détails rétrospectifs**

On lit dans le *Petit Moniteur Universel* :

« On raconte qu'il y a un mois environ, M. Rouvier parla au président de la République de l'opportunité qu'il y aurait à ce que M. Wilson donnât sa démission de député.

» M. Wilson étant entré sur ces entrefaites M. Rouvier reprit en sa présence les argumenta qu'il venait d'exposer à M. Grévy, et dont le principal était de couper court, par une sage résolution, au scandale dont l'opinion s'était si vivement émue et qui pouvait atteindre bientôt la personne même du président de la République.

» M. Jules Grévy et M. Wilson parurent touchés des raisons invoquées par M. Rouvier et lui laissèrent entendre qu'ils s'y rendraient sans doute.

» Le lendemain, le Président de la République faisait appeler le président du Conseil et déclarait que M. Wilson avait signé sa démission et la lui avait remise; mais qu'après réflexion, et tout bien considéré, ils l'avaient déchirée d'un commun accord; cette démission, en effet, était par elle-même un aveu, et ils considéraient comme impossible que le gendre du président de la République avouât sa participation aux trafics dont la presse s'occupait.

» Voilà, cependant, qui aurait évité à M. Grévy, ses ennuis et sa chute. »

**Fausse nouvelle**

Sous ce titre, l'*Intransigeant* dit :

« La *Patrie*, dans un article intitulée « Le général Boulanger à l'Elysée », assurait, hier, que le commandant du 13e corps avait été appelé par le président de la République, dans la journée de jeudi; qu'au cours de l'entrevue, le sénile Grévy avait offert au général de constituer un cabinet, et que celui-ci aurait répondu qu'il n'accepterait qu'à la condition d'être placé en même temps au ministère de la guerre, avec la faculté de dissoudre la Chambre immédiatement.

» Nous sommes autorisés à démentir formellement ce recontar ridicule.

» Le vieux Grévy et le général Boulanger n'ont eu *aucune espèce de rapport* depuis que celui-ci a quitté le ministère.

**La Reine Victoria à San-Remo**

La reine Victoria a l'intention d'aller passer quelques semaines à San-Remo au commencement de l'année prochaine.

C'est sur le désir de la princesse impériale d'Allemagne que ce voyage a été décidé.

**L'Impératrice Augusta**

On lit dans le *Figaro* :

« L'Etat de l'impératrice Augusta a considérablement empiré depuis deux jours.

» La mort de l'impératrice n'est plus qu'une question de jours, peut-être même d'heures, si l'épanchement au cerveau, qui s'est produit dans la nuit de mercredi à jeudi, se renouvelait. »

## DERNIERE HEURE

(*De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL*)

### LA CRISE

**MINISTÉRIELLE ET PRÉSIDENTIELLE**

Paris, 26 novembre, 1 h. 23. — Les ministres démissionnaires ne se sont pas réunis ce matin.

Le prochain Conseil n'aura lieu que demain lorsque l'*Officiel* aura enregistré le décret de la réinvestiture, du cabinet démissionnaire.

Dans la réunion de demain, on discutera la procédure à suivre pour faire tenir aux Chambres la démission de M. J. Grévy.

On pense toujours que le message sera lu lundi et que le congrès se réunira mardi.

Paris, 27 novembre, 1 h. 47. — La date du prochain conseil est avancée ; il aura lieu ce soir.

Les convocations viennent d'être envoyées aux ministres.

En même temps, on publiera le décret officiel de la réinvestiture et on désignera un successeur à M. Mazeau ministre de la justice.

Paris, 26 novembre, 2 h. 35. — Le bruit a couru de la formation d'un ministère avec M. Madier de Montjau pour président, mais sans portefeuille.

M. Madier, interrogé, a déclaré qu'il ne comprenait pas un bruit si ridicule.

On continue à croire que M. Grévy, ayant suffisamment adouci les termes de son message, les ministres démissionnaires le contresigneront.

**Une réunion anarchiste à Paris**

Paris, 26 novembre